

encourager un grand nombre de petits fabricants dans notre pays.

Dans ce cas, j'aimerais parler au nom des petits fabricants de ma circonscription. Au lac LaHache, il y a une petite industrie fabriquant des tapis de selle. Elle ne peut se permettre d'amener les matériaux bruts dans notre pays pour fabriquer des tapis de selle à cause du tarif de 27½ p. 100 du numéro tarifaire 56805-1. Pourtant, pour faire face à la concurrence des tapis de selle importés, elle doit découper le matériel des tapis aux États-Unis afin de pouvoir l'importer au tarif de 20 p. 100 conformément au numéro tarifaire 61200-1. En conséquence, des emplois sont passés aux États-Unis aux dépens de la petite collectivité canadienne qui a tant besoin d'emplois.

Si le tarif de ce numéro peut être considérablement abaissé, ce fabricant de tapis de selle pourra alors prévoir les besoins du marché intérieur et ainsi planifier et augmenter sa production, créer plus d'emplois et contribuer à l'économie de notre pays. J'engage donc le gouvernement à étudier cette situation et à accepter des amendements qui montreront l'intérêt qu'il porte à cette question et à d'autres domaines valant la peine d'être étudiés.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, en prenant la parole sur ce bill, vendredi dernier, le ministre des Finances (M. Turner) a justifié l'abaissement des tarifs de son budget du 19 mai en disant que cette mesure ferait deux choses. Tout d'abord, elle aiderait à abaisser le coût de la vie qui monte sans cesse et, deuxièmement, elle obligerait les agriculteurs à abaisser le prix de leurs produits afin de faire plus de concurrence aux autres pays. Il est malheureusement devenu évident qu'abaisser ces tarifs n'a aucun résultat sur le coût de la vie qui monte en flèche et qui a continué de monter. Aujourd'hui, comme nous ne le savons que trop bien, il dépasse de 8 p. 100 celui de l'année dernière et il monte chaque jour selon un taux d'augmentation continu.

Voyons les deux raisons que le ministre a données pour abaisser ces tarifs. Il a surtout dit que cela obligerait nos agriculteurs à abaisser leurs prix et à faire plus de concurrence aux produits des pays étrangers. A l'avenir, ces denrées entreront au Canada plus facilement à cause de ces droits moins élevés. Je dirai au ministre que l'agriculture canadienne est probablement l'une de nos industries les plus capables de défier la concurrence. Il se livre dans l'industrie une concurrence féroce pour accaparer les dollars des consommateurs. Les cultivateurs ne demandent qu'un prix équitable égal à leurs frais de production, plus un bénéfice raisonnable.

● (2020)

Certains gens, comme les membres du gouvernement, oublient que l'augmentation constante du coût de la vie, que le gouvernement refuse obstinément de juguler à l'aide de mesures efficaces, oblige ces cultivateurs et les autres producteurs à payer toujours plus pour obtenir le matériel nécessaire à leur production. Cela veut dire également qu'ils doivent payer davantage pour la main-d'œuvre dont ils ont besoin. De nombreux cultivateurs ne peuvent obtenir de main-d'œuvre même s'ils paient de bons salaires. Dans ma circonscription, celle de Prince Edward-Hastings, de nombreuses pommes ont été laissées sur les arbres l'automne dernier, car on ne pouvait les récolter faute de main-d'œuvre, bien qu'il y avait des gens sans travail dans le voisinage. L'augmentation des prix agricoles a été causée par les faits que j'ai mentionnés; les prix n'ont pas augmenté parce que les agriculteurs ont fait

Tarif des douanes (n° 2)

payer des prix trop élevés aux gens qui consomment leurs produits.

D'autre part, j'aimerais mentionner autre chose d'important. Le gouvernement a commis l'erreur de réduire les droits de douane sans obtenir d'avantages compensatoires en retour. Lorsque le gouvernement participera à la réunion du GATT l'automne prochain, il se verra obligé de faire des concessions pour chaque avantage tarifaire qu'il essaiera d'obtenir. Notre gouvernement a fait des concessions à d'autres pays sans rien recevoir en retour. Il devra se présenter aux négociations du GATT les mains vides.

Comment un gouvernement peut-il se montrer aussi stupide et naïf à cet égard? De toute évidence, le ministre et ses conseillers ont pensé qu'ils pourraient aller aux négociations du GATT l'automne prochain et dire à ceux dont ils veulent obtenir des réductions tarifaires: «Nous avons réduit nos droits de douane l'automne dernier, vous devez en tenir compte et nous accorder à votre tour ces réductions tarifaires». Je dis au ministre que ses fonctionnaires vont devoir traiter avec des gens très durs en affaires. Ils riront des délégués canadiens et leur répondront: «Bonhomme, nous partons de zéro. Nous partons de la situation actuelle.» Le ministre découvrira qu'il a beaucoup donné sous forme de réductions tarifaires sans rien recevoir en retour et que nous devons repartir à zéro. Les producteurs canadiens pour le compte desquels le gouvernement ira négocier lors de la conférence du GATT devront payer cher sous forme de concessions additionnelles ce qu'ils obtiendront en retour.

En conclusion, j'affirme que le gouvernement était dans l'erreur lorsqu'il a présenté ses réductions tarifaires il y a six mois lors de l'exposé budgétaire du 19 février. Ces réductions tarifaires, surtout pour les produits agricoles, n'ont pas réussi à ralentir en aucune façon la montée incessante du coût de la vie, dont les divers composants continuent d'augmenter mois après mois. C'est pour ces raisons que je suis convaincu que les réductions tarifaires annoncées dans le budget du 19 février devraient être simplement annulées. Le gouvernement devrait admettre qu'il a fait une erreur et mettre un terme à ces pressions injustifiées sur nos agriculteurs. Il devrait se rendre aux négociations du GATT et tenter d'obtenir des concessions pour notre industrie et nos autres secteurs économiques d'une façon plus sensible et plus pratique; qu'il obtienne des concessions qui profiteront à l'ensemble de l'économie canadienne.

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'ai été fort intéressé par les excellents discours qui ont été prononcés à propos du bill C-195. Dans son exposé budgétaire, le ministre avait déclaré que le budget visait à fournir certains stimulants à l'économie; apparemment, le ministre, comme tout le monde, veut que l'économie progresse. En outre, le budget est conçu de façon à combattre toute inflation éventuelle qui pourrait être causée par ces stimulants.

On affirme que ce bill est conçu pour amener une réduction des prix des aliments. Le ministre va réaliser tout cela, même si le pays est secoué par la désorganisation du système monétaire international. Le dollar américain monte et descend au jour le jour et les Canadiens, partout au pays, courent le même danger. Nous sommes tous touchés, quel que soit l'endroit où nous commerçons car, en pratique, le dollar américain est étroitement relié au nôtre et il influence la valeur de notre monnaie.

Beaucoup de nos exportations proviennent des industries primaires. Je veux parler des secteurs de l'agriculture